

Le budget—M. Ravis

Je voudrais savoir dans quels domaines le député aurait augmenté les dépenses, de combien, et où il aurait trouvé cet argent. Tout l'argent que nous dépensons aujourd'hui doit être prélevé sur d'autres programmes.

M. Hovdebo: Monsieur le Président, il y a deux choses que le gouvernement peut faire pour aider les cultivateurs, sans que cela ne lui coûte un sou. Il s'agit d'abord d'instaurer le prix des prix agricoles. Nous pourrions demander aux citoyens de payer un peu plus pour les produits canadiens. Il y a ensuite les coûts de production qui augmentent exagérément. Le gouvernement conservateur de Saskatchewan se penche sur la question. D'après ma propre expérience, je sais que certains produits comme le treflan chimique se vendent \$140 aux États-Unis contre \$230 au Canada. Le brevet sur le treflan a expiré il y a trois ans.

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette, mais le temps de parole du député est écoulé. Il s'agit d'un grand débat, mais nous devons continuer.

M. Ron Ravis (Saskatoon-Est): Monsieur le Président, je ne pense pas pouvoir terminer mon discours de 20 minutes dans les 15 ou 16 minutes qui restent, mais je vais néanmoins commencer. C'est avec grand plaisir que j'interviens aujourd'hui dans le cadre du débat sur le budget. J'en profite pour féliciter chaleureusement le ministre des Finances (M. Wilson) d'être allé jusqu'au bout en vue de restreindre notre déficit et de ramener la prospérité économique dans notre pays.

J'ai voyagé dans le pays, comme l'ont certainement fait bon nombre de députés depuis le dépôt du budget. Je suis revenu à la Chambre des communes avec un profond sentiment de détermination. La majorité des Canadiens pensent que ce budget est sévère, mais qu'il se faisait attendre depuis longtemps. Bien des gens ne veulent pas vraiment payer plus d'impôt, mais ils estiment que si nous ne faisons rien pour remédier à ces problèmes maintenant, notre avenir sera compromis.

En tant que nouveau député au cours de la 33^e législature, j'ai appris que mes électeurs de Saskatoon-Est voulaient des emplois et c'est un problème qui revient souvent sur le tapis. Je suis heureux que nous ayons fait des progrès dans ce sens et tout porte à croire que nous continuerons à en faire. Mes électeurs voulaient que l'on gère le gouvernement un peu comme ils gèrent leur ménage. Les gens ont une certaine somme à consacrer au budget du ménage ou à une petite entreprise et ils veulent que le gouvernement fonctionne selon les mêmes restrictions. Mes électeurs voulaient que le gouvernement ouvre la voie, se fixe un objectif et le respecte. Les gens veulent qu'on fixe un objectif et qu'on cherche à l'atteindre. J'en dirai plus à ce sujet dans quelques instants.

Les Canadiens veulent qu'on rende des comptes à ceux qui paient la note. Ils en ont assez de la méthode du chèque en blanc qu'adopte Ottawa. Ils voulaient des consultations justes et honnêtes avec les provinces, surtout sur les questions budgétaires, au lieu d'un ordre du jour secret. Ils voulaient également que les deniers publics perçus servent à quelque chose. Le gouvernement a répondu de façon ferme à ces demandes en diminuant les dépenses de 70 p. 100. Enfin, ils voulaient un

gouvernement qui respecte les gens qui l'ont élu, dit la vérité au sujet de notre situation financière et gère sagement les derniers publics.

En un mot, monsieur le Président, les Canadiens ne voulaient pas qu'on leur en fasse accroire. Le budget à l'étude poursuit, à mon avis, le processus amorcé en novembre 1984 et ensuite dans le budget de mai 1985. Le gouvernement appelle les choses par leur nom dans notre pays et il affronte la réalité.

Le chef du Nouveau parti démocratique (M. Broadbent) a dit, pendant la fin de semaine, que la plupart des Canadiens n'approuvent pas le budget. Je voudrais revenir à la Chambre des communes, après les prochaines élections, avec la réputation non pas de jeter l'argent par les fenêtres, comme ce fut le cas par le passé, mais de gérer sérieusement nos deniers publics, la Fonction publique et toutes les sociétés d'État qui relèvent du gouvernement fédéral.

Je voudrais faire un bref historique des événements qui ont abouti à notre énorme déficit. L'alerte n'a pas été donnée il y a quelques jours, mais bien avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. La Commission royale Glassco, au début des années 60, a commencé à donner l'alarme au sujet de la gestion financière du gouvernement fédéral. Elle a inévitablement conclu que le gaspillage et l'inefficacité régnaient au gouvernement fédéral.

En 1976, le vérificateur général, J. J. Macdonell, a déclaré dans son rapport annuel que les deniers publics échappaient, ou étaient sur le point d'échapper, au contrôle du gouvernement. Tout le monde nous a avertis de l'imminence d'une crise financière. Même si la Commission Lambert a abouti à certaines réformes, la volonté politique de cesser de dépenser les deniers publics comme s'il n'y avait pas de lendemain était toujours absente. En réalité, tous les nouveaux projets s'accompagnaient de la dépense de millions de dollars. Quelle que soit l'entreprise, le gouvernement précédent l'achetait ou en faisait une société d'État. Je dois dire que c'était formidable pour les gens qui en ont profité, mais c'était un fardeau insupportable pour les contribuables canadiens tenus de payer la note et confrontés à une dette croissante.

Je voudrais parler du contrôle exercé par l'État, surtout à l'égard des sociétés de la Couronne. Le gouvernement précédent a trop dépensé dans le but de résoudre les problèmes qui se posaient à l'époque. Il y a 20 ans, il n'y avait que 28 sociétés d'État dans le pays et en 1984, les libéraux en avaient créé plus de 300 autres. Cela signifie 300 bureaux, des centaines d'employés, de comptables, de préposés aux communications et ainsi de suite.

• (1250)

Au cours des années 70, les garanties d'emprunts sont devenues chose courante; par exemple, de Haviland, Canadair, des compagnies de camionnage, des hôtels, des fabricants de bicyclettes et d'ordinateurs en ont profité. Qu'est-il advenu de ces garanties d'emprunts? Nous en avons hérité. Nous sommes maintenant en train de nous en occuper et je parlerai plus tard de la vente de certaines sociétés de la Couronne qui ne sont plus d'aucune utilité pour le gouvernement. Comme le vérificateur général le déclarait en 1976, le gouvernement avait perdu toute maîtrise.